

**Accord du 20 mai 2025**

relatif à la liste des métiers exposés à des risques ergonomiques  
prévue à l'article L. 4163-2-1 du code du travail

NOR : ASET2550748M

IDCC : 1930

---

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**ANMF ;**

**CFSI ;**

**SNIA,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CFTC CSFV ;**

**FGA CFTD ;**

**CFE-CGC Agro ;**

**FGTA FO,**

d'autre part,

Préalablement, il est rappelé ce qui suit :

La sécurité des salariés des entreprises de la branche est un enjeu prioritaire. La branche des métiers de la transformation des grains (MTG) s'investit dans le domaine de la prévention et accompagne les entreprises pour améliorer les conditions de travail.

Conformément à la loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023, au décret n° 2023-760 du 10 août 2023 portant application de l'article 17 de la loi du 14 avril 2023, et au décret n° 2023-759 du 10 août 2023 relatif au FIPU et au C2P, les partenaires sociaux de la branche MTG ont souhaité définir une liste des métiers et activités particulièrement exposés aux facteurs ergonomiques.

La liste définie au présent accord de branche sera intégrée aux travaux de la commission des accidents du travail et des maladies professionnelles (CATMP) de la caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) relatifs à la cartographie des métiers et activités particulièrement exposés. Cette intégration permettra à la cartographie finale de tenir compte des métiers réellement exposés dans la branche MTG. Le présent accord permet, par ailleurs, aux entreprises relevant de la branche MTG de bénéficier dès lors que cet accord est intégré à la cartographie, d'une valorisation du taux de prise en charge et des plafonds de financement.

L'élaboration de la liste de métiers et d'activités particulièrement exposés aux facteurs de risques ergonomiques dans la branche MTG permettra aux partenaires sociaux, en fonction de l'évolution de ces métiers, de proposer des mesures de prévention adaptées.

Enfin, il est rappelé que la liste des métiers établie par la branche MTG permet de faciliter l'instruction par les associations « transitions pro » des demandes de projets de transition professionnelle financés par le FIPU, au bénéfice des salariés exerçant des métiers exposés.

Les partenaires sociaux sont parvenus à un accord dans les termes qui suivent.

Il a été convenu ce qui suit :

## **Article 1<sup>er</sup> | Champ d'application territorial et professionnel**

Le présent accord s'applique sur l'ensemble du territoire national à tous les salariés des entreprises visées par la convention collective des métiers de la transformation des grains (IDCC 1930).

## **Article 2 | État des lieux de la sinistralité dans la branche MTG**

Afin d'identifier les métiers particulièrement exposés à un ou plusieurs risques prévus dans le cadre du FIPU (postures pénibles, vibrations mécaniques et manutentions manuelles de charges), la branche s'est fondée sur les travaux de la DARES relatifs à l'exposition aux risques professionnels, sur les données de sinistralité de la CNAM (taux de TMS et lombalgies), sur les données transmises par AG2R relatifs aux accidents du travail et aux maladies professionnelles, ainsi que sur les retours des entreprises basés sur la connaissance des situations de travail concrètes, des métiers et activités particulièrement exposés.

Les travaux de la DARES, les données de la CNAM pour la meunerie, la nutrition animale et les autres métiers du grain, ainsi que les données de sinistralité de la CNAM sont annexées au présent accord.

## **Article 3 | Engagement de la branche MTG dans la prévention des risques**

### **Article 3.1 | Un plan de prévention volontaire**

La prévention des risques dans les moulins et les usines de nutrition animale est un axe central pour la branche MTG, qui a pour objectif d'accompagner concrètement les entreprises sur le sujet. La branche MTG a ainsi lancé une politique de prévention ambitieuse dont les priorités sont d'identifier et de prévenir les risques, de sensibiliser, de responsabiliser et de former les acteurs de la prévention et de la sécurité dans les entreprises.

Le plan d'action de prévention est constitué en 3 piliers :

Pilier 1 : document unique évaluation des risques professionnels (DUERP) ;

Pilier 2 : actions de formation adaptées aux métiers ;

Pilier 3 : capitalisation au niveau de la branche.

Le premier pilier a été finalisé au mois de janvier 2023 avec la tenue de plusieurs webinaires au cours desquels ID.QUATION, prestataire en charge de la réalisation de ce pilier, a pu présenter aux entreprises de la branche les outils réalisés et notamment le guide méthodologique. Ces outils ont également été présentés aux membres de la CPPNIC de la branche MTG.

Les entreprises adhérentes de l'ANMF et du SNIA disposent donc d'ores et déjà d'un guide et de documents leur permettant d'élaborer et de mettre à jour leur document unilatéral d'évaluation des risques professionnels (DUERP) ou programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail (PAPRICA).

Le deuxième pilier, en cours de réalisation, consiste dans la réalisation d'un module de sensibilisation à la sécurité en e-learning ainsi que d'une formation destinée aux référents santé/sécurité des entreprises de la branche MTG.

Enfin, le dernier pilier, qui sera déployé sur deux ans, a débuté par l'analyse du risque que représente la coactivité des chariots et des piétons au sein des entreprises. Un guide a déjà été réalisé et diffusé. L'étude d'un second risque qui reste à déterminer débutera ensuite.

Ce plan de prévention permet la mise à disposition des employeurs et des salariés de la branche d'outils visant à assurer au mieux la sécurité dans les entreprises de la branche MTG.

### **Article 3.2 | Une charte relative à la sécurité routière**

Les activités de la meunerie et de la nutrition animale comptent des activités de livraison et de visites des clients et futurs clients. Une partie importante des salariés des entreprises adhérentes à l'ANMF et au SNIA effectuent leurs trajets quotidiens en voiture ou en deux-roues. C'est à ce titre et parce que les accidents de la route constituent le premier risque d'accidents du travail et d'accidents graves, que l'ANMF et le SNIA ont décidé de réaffirmer auprès de leurs entreprises adhérentes et de leurs propres collaborateurs, leur engagement commun à lutter contre les dangers de la route, aux côtés de la délégation à la sécurité routière.

Cette charte engage l'ANMF et le SNIA à :

- limiter aux cas d'urgence les conversations téléphoniques au volant ;
- prescrire la sobriété sur la route ;
- exiger le port de la ceinture de sécurité ;
- ne pas accepter le dépassement des vitesses autorisées ;
- intégrer des moments de repos dans le calcul des temps de trajet ;
- favoriser la formation à la sécurité routière ;
- encourager les conducteurs de deux-roues et les cyclistes à mieux s'équiper.

Les entreprises de la branche MTG sont encouragées à signer cette charte. Les membres de la CPPNCIC de la branche MTG insistent sur le fait qu'en matière de sécurité, la répétition des bonnes recommandations est la base d'une prévention efficace.

### **Article 3.3 | Une charte d'engagement « sécurité des livraisons en élevage »**

Pour assurer au mieux la sécurité des intervenants (chauffeurs, éleveurs, salariés agricoles...) lors des livraisons en élevage, le SNIA encourage ses entreprises adhérentes à adhérer à la charte d'engagement « sécurité des livraisons en élevage », coconstruit avec la coopération agricole-nutrition animale.

Depuis 2015, les syndicats de la nutrition animale mettent en place des actions de sensibilisation à destination des éleveurs et des chauffeurs-livreurs, comme des kits de sensibilisation et de formation, des outils de communication et des guides pratiques. Fort de la conviction que la sécurité est l'affaire de tous, que la prévention doit être un réflexe du quotidien et que les directions d'entreprises doivent veiller au respect des normes et à la sécurité des salariés, la charte d'engagement « sécurité des livraisons en élevage » formalise l'engagement des dirigeants de la nutrition animale et de leurs transporteurs.

Cette charte engage les dirigeants fabricant d'aliments ou dirigeants transporteurs signataires à :

- consacrer aux enjeux de sécurité des livraisons en élevage le temps humain et les moyens financiers nécessaires ;

- former les intervenants en élevage (chauffeurs, technico-commerciaux...) aux risques de livraisons en élevage, afin que chacun soit acteur de la sécurité et puisse participer à la collecte d'informations sur le terrain ;
- sensibiliser les éleveurs aux enjeux de la sécurité des intervenants en élevage ;
- prendre les mesures nécessaires et proportionnées en cas d'identification de risques de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ;
- recenser les accidents et les presque-accidents et en remonter la synthèse aux syndicats de la nutrition animale.

### **Article 3.4 | *Un travail en cours relatif à la sécurité des livraisons en boulangeries artisanales***

Également concernée par la sécurité de tous lors des opérations de livraisons par les meuniers dans les boulangeries artisanales, l'ANMF travaille actuellement sur un guide, simple et opérationnel, permettant aux meuniers, chauffeurs-livreurs, transporteurs, boulangers et salariés des boulangeries, de mémoriser les règles élémentaires de sécurité des livraisons.

Ce document sera diffusé largement auprès des meuniers et des boulangers et fera l'objet, au fil du temps et selon les besoins, d'ajouts et d'améliorations.

Par ailleurs, l'ANMF avait déjà élaboré, avec la CNAM, une recommandation R454 fixant une limite de poids de 25 kg maximum pour le conditionnement de tous les sacs de farine 1. Cette limite de poids a été définie en se basant sur la norme N F X 35-109 du 4/12/2009 « manutentions manuelles de charges pour soulever, déplacer et pousser/tirer ». Elle ne se limite pas à la réduction du poids des sacs mais traite aussi de leur conception en s'intéressant à leur préhension et à leur système d'ouvertures/fermetures. Dans cette recommandation, une attention particulière est également portée sur les conditions de livraison chez le boulanger.

### **Article 3.5 | *Une sensibilisation renforcée des employeurs***

En janvier 2024, lors d'une journée « du social » composée de conférences et d'ateliers, les employeurs de la branche MTG ont été sensibilisés aux risques relatifs au bruit, aux poussières et au port de charges (interventions, notamment, de la CPAM et de l'Institut national du bruit).

En novembre 2025, une journée similaire sera proposée aux employeurs, afin de les sensibiliser, à nouveau, sur d'autres risques liés à la sécurité, tels que le risque incendie par exemple.

### **Article 4 | *Liste des métiers exposés à des risques ergonomiques***

En vue de parvenir à l'objectif de lutte contre l'usure professionnelle, le présent accord a pour objet d'établir la liste de métiers transversaux particulièrement exposés aux facteurs de risques professionnels mentionnés au 1° du I de l'article L. 4161-1 du code du travail, en vue de l'application de l'article L. 221-1-5 du code de la sécurité sociale, à savoir :

- manutentions manuelles de charges mentionnées à l'article R. 4541-2 du code du travail ;
- postures pénibles définies comme positions forcées des articulations ;
- vibrations mécaniques mentionnées à l'article R. 4441-1 du code du travail.

Conformément à la demande de la CATMP, la nomenclature retenue est la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS-ESE) de 2017 établie par l'Insee.

Une enquête, diligentée auprès des entreprises de la branche MTG, a permis aux partenaires sociaux d'identifier la liste des métiers particulièrement exposés à un ou plusieurs facteurs de risques dits « ergonomiques » suivante :

*(Voir page suivante.)*

Activités exposées	Métiers exposés	Nomenclature PCS-ESE	Postures pénibles	Manutention manuelle	Vibrations mécaniques
Production	Opérateur de production	625e – Autres opérateurs et ouvriers qualifiés de l'industrie agricole et alimentaire (hors transformation des viandes) 625f – Autres opérateurs travaillant sur installations ou machines : industrie agroalimentaire (hors transformation des viandes) 674c – Autres ouvriers de production non qualifiés : industrie agro-alimentaire	Exposé	Exposé	Non-exposé
Production	Conducteur de machine(s)	625f – Autres opérateurs travaillant sur installations ou machines : industrie agroalimentaire (hors transformation des viandes)	Exposé	Exposé	Non-exposé
Production	Conducteur de ligne(s)	625f – Autres opérateurs travaillant sur installations ou machines : industrie agroalimentaire (hors transformation des viandes)	Exposé	Exposé	Non-exposé
Maintenance	Mécanicien de maintenance industrielle	628a – Mécaniciens qualifiés de maintenance, entretien : équipements industriels	Exposé	Exposé	Non-exposé
Livraison	Chauffeur/livreur	643a – Conducteurs livreurs, coursiers (salariés) 641a – Conducteurs routiers et grands routiers (salariés)	Exposé	Exposé	Non-exposé
Manutention	Opérateur logistique/magasinier	653a – Magasiniers qualifiés 652a – Ouvriers qualifiés de la manutention, conducteurs de chariots élévateurs, caristes manutention	Exposé	Exposé	Potentiellement exposé
Manutention	Agent de silo/chef de silo	625f – Autres opérateurs travaillant sur installations ou machines : industrie agroalimentaire (hors transformation des viandes) Conducteur de meunerie (sur machine, hors pilotage d'installation lourde), ouvrier qualifié Conducteur de silo (sur machine, hors pilotage d'installation lourde), ouvrier qualifié	Exposé	Exposé	Non-exposé
Manutention	Conditionneur	676c – Ouvriers du tri, de l'emballage, de l'expédition, non qualifiés	Exposé	Exposé	Non-exposé

## **Article 5 | Recommandations relatives à l'orientation des projets**

Les partenaires sociaux de la branche MTG rappellent que le FIPU permet le financement des entreprises en vue de soutenir leurs démarches de prévention des effets de l'exposition aux facteurs de risques mentionnés au 1° du I de l'article L. 4161-1 du code du travail et leurs actions de formation en faveur des salariés exposés à ces facteurs.

Le CATMP est seule décisionnaire des projets financés.

Les entreprises sont encouragées à soumettre des demandes qui visent des actions dont le but est l'amélioration effective de la prévention dans l'entreprise au bénéfice des salariés.

## **Article 6 | Suivi de l'accord**

Un suivi du présent accord est organisé. L'objet du suivi est l'identification des actions mises en œuvre par les entreprises au titre des financements obtenus auprès du FIPU. Ce suivi est réalisé au moins une fois par an au sein de la CPPNIC de la branche MTG.

Les employeurs ayant bénéficié d'un financement par le FIPU d'actions de sensibilisation et de prévention, d'actions de formation mentionnées à l'article L. 6323-6 du code du travail et d'actions de reconversion et de prévention de la désinsertion professionnelle à destination des salariés particulièrement exposés aux facteurs de risques ergonomiques, portent ces éléments à la connaissance des parties au présent accord, à l'adresse suivante : [j.elkaim@glaboetie.org](mailto:j.elkaim@glaboetie.org)

Le secrétariat de la CPPNIC de la branche MTG prendra par ailleurs attache avec la CATMP afin d'obtenir des éléments d'informations relatifs à l'utilisation des fonds par les entreprises de la branche (actions engagées, montants...).

À cet égard, il est rappelé que le dispositif du FIPU requière la mobilisation des branches professionnelles et confirme le rôle de ces dernières en matière de prévention, notamment en les incitant à négocier des listes de métiers et activités particulièrement exposés aux facteurs ergonomiques. Afin de permettre à la branche MTG de tenir ce rôle de manière pertinente, les partenaires sociaux insistent sur le fait que les chiffres qui seront fournis par la CATMP annuellement à la branche MTG revêtent une importance particulière.

## **Article 7 | Dispositions particulières aux entreprises de moins de 50 salariés**

Compte-tenu de l'objet du présent accord, le texte ne contient pas de disposition spécifique applicable aux entreprises de moins de 50 salariés.

## **Article 8 | Durée de l'accord et entrée en vigueur**

Le présent accord entrera en vigueur pour les parties signataires au terme du délai d'opposition prévu par l'article L. 2232-2 du code du travail.

Il s'appliquera à l'ensemble des entreprises de la branche et à leurs salariés, le lendemain de la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Il est conclu pour une durée indéterminée.

## **Article 9 | Publicité et dépôt**

Le présent accord sera déposé auprès des services du ministère chargé du travail et des conventions collectives, ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris conformément aux dispositions de l'article L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, l'ANMF étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

## **Article 10 | Extension**

Les parties signataires sont convenues de demander, sans délai, l'extension du présent accord, l'ANMF étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

## **Article 11 | Révision et dénonciation**

Le présent accord peut être révisé conformément aux dispositions des articles L. 2261-7 et suivants du code du travail. Toute demande de révision est accompagnée d'une proposition de nouvelle rédaction, et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception aux organisations syndicales et patronales signataires. Les discussions portant sur la révision devront s'engager dans les 3 mois suivant la date de réception de la demande par l'ensemble des parties. Le présent accord restera en vigueur jusqu'à la conclusion d'un avenant ou d'un nouvel accord.

Le présent accord peut être dénoncé en totalité, par une ou plusieurs parties signataires. La dénonciation du présent accord devra être portée à la connaissance des autres parties signataires par lettre recommandée avec accusé de réception. La dénonciation devra être motivée. Elle respectera un préavis de 3 mois de préavis pendant lequel le texte continuera de s'appliquer. Le présent accord continuera de produire effet jusqu'à l'entrée en vigueur de l'accord qui lui est substitué ou, à défaut, pendant une durée d'un an à compter de l'expiration du délai de préavis.

## **Article 12 | Adhésion**

Peuvent adhérer au présent accord toute organisation syndicale représentative de salariés ainsi que toute organisation syndicale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement, conformément aux articles L. 2261-3 et suivants du code du travail. Cette adhésion ne sera valable qu'à partir du jour qui suivra celui de son dépôt dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

*Fait à Paris, le 20 mai 2025.*

(Suivent les signatures.)



### Annexe 1 DARES – Métiers potentiellement les plus concernés par les critères ergonomiques



#### Métiers potentiellement les plus concernés par les critères ergonomiques

##### Une analyse d'après les critères approchés de l'enquête Sumer 2017

À partir de l'enquête sur la surveillance médicale des expositions des salariés aux risques professionnels (Sumer), est proposée une estimation des métiers potentiellement les plus concernés par les critères ergonomiques, à savoir la manutention manuelle de charge, les postures pénibles et les vibrations mécaniques.

L'estimation des métiers potentiellement les plus concernés par les critères ergonomiques est réalisée à partir de l'enquête sur la surveillance médicale des expositions des salariés aux risques professionnels (Sumer) 2017. Elle permet d'approcher les seuils réglementaires des différentes expositions associées au compte personnel de prévention de la pénibilité (C3P), en vigueur lors de la réalisation de l'enquête.

Les critères mesurés par l'enquête Sumer restent toutefois approximatifs. En effet, cette enquête a une vocation plus générale de surveillance des expositions professionnelles et seules un nombre limité de questions sont consacrées à la mesure des critères du C3P (annexe). Par ailleurs, l'enquête est collectée à une date donnée et la mesure des durées d'exposition annuelles est extrapolée à partir des informations collectées sur la semaine courante. Les résultats présentés ne doivent donc être considérés que comme la meilleure approximation possible des ordres de grandeur concernés<sup>1</sup>.

Pour chaque famille professionnelle, deux indicateurs sont calculés :

L'effectif de salariés potentiellement exposés aux critères ergonomiques ;

Le taux de salariés exposés aux critères ergonomiques. Il s'agit du rapport entre l'effectif pré-cédent et l'effectif salarié.

Par rapport au premier indicateur, qui mesure un volume, le second fournit le risque individuel pour un salarié de tel ou tel métier d'être potentiellement exposé. Une famille professionnelle peut compter peu de salariés mais comporter un risque d'exposition important. Réciproquement, certaines familles professionnelles sont en tête de classement, non en raison d'un risque particulièrement élevé, mais parce que le métier couvre un nombre important de salariés.

Les métiers les plus concernés par les critères ergonomiques sont les caissiers, les agents d'entretien, les ouvriers du bâtiment, des industries de process et de la manutention (tableau 1).



Tableau 1 : classement des familles professionnelles (FAP) les plus concernées par les critères ergonomiques, suivant les effectifs qui y sont potentiellement exposés

FAP	Effectif potentiellement exposé	Taux (en %)	Effectif total de la FAP
R0Z : Caissiers, employés de libre-service	106 400	18,2	585 600
J0Z : Ouvriers non qualifiés de la manutention	105 800	36	293 500
B2Z : Ouvriers qualifiés du gros œuvre du bâtiment	99 100	45,9	215 900
T4Z : Agents d'entretien	88 800	9	982 900
E0Z : Ouvriers non qualifiés des industries de process	86 300	30	287 200
E1Z : Ouvriers qualifiés des industries de process	75 800	17,3	437 700
J1Z : Ouvriers qualifiés de la manutention	73 800	18,9	390 700
J3Z : Conducteurs de véhicules	66 500	7,8	847 300
B4Z : Ouvriers qualifiés du second œuvre du bâtiment	61 500	19,1	322 400
A1Z : Maraîchers, jardiniers, viticulteurs	60 700	36,4	166 800
R1Z : Vendeurs	54 700	6,9	790 600
V0Z : Aides-soignants	42 500	6,5	658 000
G0B : Ouvriers qualifiés de la réparation automobile	33 800	19,4	174 600
D3Z : Ouvriers non qualifiés de la mécanique	30 500	31,4	97 200
B0Z : Ouvriers non qualifiés du gros œuvre du bâtiment, des travaux publics, du béton et de l'extraction	29 600	20,6	143 900
S0Z : Bouchers, charcutiers, boulangers	24 600	12,4	199 300
G0A : Ouvriers qualifiés de la maintenance	23 900	8,3	289 100
L2Z : Employés administratifs d'entreprise	22 800	2,7	846 300
S2Z : Employés et agents de maîtrise de l'hôtellerie et de la restauration	22 500	6,3	359 200
D2Z : Ouvriers qualifiés travaillant par formage de métal	22 500	21,1	106 600
V1Z : Infirmiers, sages-femmes	21 900	4,2	525 200
A0Z : Agriculteurs, éleveurs, sylviculteurs, bûcheron	21 400	13,5	158 100
R4Z : Cadres commerciaux et technico-commerciaux	17 900	2,9	614 400
B6Z : Techniciens et agents de maîtrise du bâtiment et des travaux publics	15 900	5,7	278 900
D1Z : Ouvriers qualifiés travaillant par enlèvement de métal	14 800	14,1	104 900
L5Z : Cadres des services administratifs, comptables et financiers	14 600	1,7	878 400
L4Z : Techniciens des services administratifs, comptables et financiers	13 800	3,8	362 100
G1Z : Technicien et agents de maîtrise de la maintenance	13 800	3,9	358 700
S1Z : Cuisiniers	12 000	2,8	429 200
V3Z : Professions para-médicales	11 900	4	300 300
R3Z : Maîtrise des magasins et intermédiaires du commerce	10 900	2,8	383 800
T2A : Aides à domicile et aides ménagères	9 200	3	303 500
V2Z : Médecins et assimilés	9 000	3,1	291 600

FAP	Effectif potentiellement exposé	Taux (en %)	Effectif total de la FAP
M2Z : Ingénieurs de l'informatique	7 300	1,2	586 400
V4Z : Professionnels de l'action sociale et de l'orientation	7 100	2,1	345 100
E2Z : Techniciens et agents de maîtrise des industries de process	6 500	3,4	192 500
J6Z : Cadres des transports, de la logistique et navigants de l'aviation	6 000	5,8	103 400
C1Z : Ouvriers qualifiés de l'électricité et de l'électronique	5 400	8,5	63 800
D4Z : Ouvriers qualifiés de la mécanique	5 200	5,5	93 900

Champ : salariés du secteur privé, métiers comportant au moins 5 000 salariés potentiellement exposés aux critères ergonomiques. Source : Sumer 2017 (pour les taux), Sumer et déclarations annuelles de données sociales 2020 pour les effectifs.

Lecture : parmi les caissiers et employés de libre-service, 106 400 sont potentiellement concernés par les critères ergonomiques (soit 18,2 % des 585 600 salariés de cette famille professionnelle).

La prise en considération du taux conduit à nuancer ce classement des métiers ordonnés par l'effectif. Ainsi, certains métiers dont le taux d'exposition potentielle dépasse 5 % pourraient être classés comme plus exposés qu'en considérant uniquement l'effectif (tableau 2). C'est le cas par exemple des ouvriers non qualifiés de la mécanique, qui sont 30 500 à être exposés, mais ont un taux d'exposition parmi les plus élevés, à 31 %.

Tableau 2 : exemples de métiers comptant peu de salariés mais pour lesquels les taux d'exposition aux critères ergonomiques sont plutôt élevés

FAP	Effectif potentiellement exposé	Taux (en %)	Effectif total de la FAP
A1Z : Maraîchers, jardiniers, viticulteurs	60 700	36,4	166 800
D3Z : Ouvriers non qualifiés de la mécanique	30 500	31,4	97 200
D2Z : Ouvriers qualifiés travaillant par formage de métal	22 500	21,1	106 600
B0Z : Ouvriers non qualifiés du gros œuvre du bâtiment, des travaux publics, du béton et de l'extraction	29 600	20,6	143 900
G0B : Ouvriers qualifiés de la réparation automobile	33 800	19,4	174 600
D1Z : Ouvriers qualifiés travaillant par enlèvement de métal	14 800	14,1	104 900
A0Z : Agriculteurs, éleveurs, sylviculteurs, bûcheron	21 400	13,5	158 100
S0Z : Bouchers, charcutiers, boulangers	24 600	12,4	199 300

Champ : salariés du secteur privé, métiers comportant au plus 200 000 salariés, dont plus de 10 % potentiellement exposés aux critères ergonomiques.

Source : Sumer 2017 (pour les taux), Sumer et déclarations annuelles de données sociales 2020 pour les effectifs.

Lecture : parmi les maraîchers, jardiniers, viticulteurs, 60 700 sont potentiellement concernés par les critères ergonomiques, soit 36,4 % des 166 800 salariés de cette famille professionnelle.

Réciproquement, certains métiers comptant un nombre important de salariés exposés ont des taux d'exposition potentielle assez bas (tableau 1), comme les employés administratifs d'entreprise (2,7 %) ou les cadres des services administratifs, comptables et financiers (1,7 %).

## Annexe

Tableau A : critères et seuils réglementaires associés au compte personnel de prévention de la pénibilité (C3P) et critères approchés dans l'enquête Sumer

Facteurs de risques	Seuils réglementaires (article D. 6141-2 du Code du travail)	Seuils repérés dans Sumer
<b>AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX</b>	Seuils variables selon les produits et les conditions d'exposition : durées d'exposition supérieures à 150 heures/an ou 450 heures/an (selon les situations). Arrêté du 30 décembre 2015 : employeur non concerné dès lors que « les mesures et moyens de protection mis en place permettent de supprimer ou de réduire au minimum le risque d'exposition »	Hypothèse retenue : exposition à un agent cancérogène > = 10h et +, et prévention mauvaise selon le médecin enquêteur
<b>BRUIT</b>	Exposition $\geq$ 81 dB (A), 600 h/an Pression de crête > 135 dB (C), 120 fois par an	Exposition > = 85 dB, 20 h / semaine
<b>VIBRATIONS MECANIQUES</b>	Valeurs d'exposition supérieure à 2,5 m/s <sup>2</sup> pour les mains et bras, 0,5 m/s <sup>2</sup> pour l'ensemble du corps, pendant une période de référence de 8 h et une durée minimale de 450 h/an.	L'intensité des vibrations n'est pas évaluée dans Sumer Hypothèse retenue : Exposition à des vibration des membres supérieurs, 20 h/semaine et plus
<b>MANUTENTION DE CHARGES</b>	Charges mesurées en kg ; durée minimale de 600 h/an.	Charges non évaluées dans Sumer : « manutention de charges », sans précision sur les poids. Hypothèse retenue : Port manuel de charges pendant 20 h/semaine ou plus
<b>POSTURES PENIBLES</b>	Maintien des bras en l'air, accroupi, à genoux, torsion > 30°, durée minimale de 900 h/an	Hypothèse retenue : maintien des bras en l'air, ou position accroupie, à genoux, ou autres contraintes rachidiennes 20 h/semaine et plus
<b>TRAVAIL DE NUIT</b>	Plus de 120 nuits/an (plage entre 24 h et 5 h)	Plus de 120 nuits par an
<b>TEMPERATURES EXTREMES</b>	Moins de 5 °C ou plus de 30 °C, durée minimale de 900 h/an	Moins de 5° ou plus de 30°, 20 h/semaine
<b>HORAIRES ALTERNANTS</b>	3x8 h, 4x8 h et 2x12 h ou plus de 50 nuits/an	Mesuré précisément dans Sumer.
<b>TRAVAIL REPETITIF</b>	Cycle d'une durée inférieure ou égale à 30 secondes avec 15 actions techniques ; 30 actions techniques ou plus par minute. Durée minimale de 900 h/an.	Nombre d'actions par mn non identifié dans Sumer, ni cycle inférieur à 30 secondes. Hypothèse retenue : temps de cycle inférieur à 1 minute pendant 20 h/semaine ou plus.

## **Annexe 2 CNAM – Sinistralité meunerie – 2023**

[https://www.assurance-maladie.ameli.fr/sites/default/files/ape-naf/NAFAPE\\_2023\\_C\\_000\\_1061A\\_SY.pdf](https://www.assurance-maladie.ameli.fr/sites/default/files/ape-naf/NAFAPE_2023_C_000_1061A_SY.pdf)

## **Annexe 3 CNAM – Sinistralité nutrition animale – 2023**

[https://www.assurance-maladie.ameli.fr/sites/default/files/ape-naf/NAFAPE\\_2023\\_C\\_000\\_1091Z\\_SY.pdf](https://www.assurance-maladie.ameli.fr/sites/default/files/ape-naf/NAFAPE_2023_C_000_1091Z_SY.pdf)

## **Annexe 4 CNAM – Sinistralité autres activités du travail des grains – 2023**

[https://www.assurance-maladie.ameli.fr/sites/default/files/ape-naf/NAFAPE\\_2023\\_C\\_000\\_1061B\\_SY.pdf](https://www.assurance-maladie.ameli.fr/sites/default/files/ape-naf/NAFAPE_2023_C_000_1061B_SY.pdf)

## Annexe 5 DGT – Sinistralité branche MTG (2019)

Idcc	libellé de l'idcc	Nombre de tms	Taux de tms	Nombre de lombalgies	Taux de lombalgies
1930	Métiers de la transformation des grains (ex meunerie)	48	1,43	154	4,58
Code cris	Libellé	Nombre de TMS	Taux de TMS	Nombre de lombalgies	Taux de lombalgies
I	AGRO-ALIMENTAIRE	4 305	3,1	6 116	4,3

### Précisions et avertissement

Source : CNAM pour les données de sinistralité et traitements DARES pour la catégorisation en branches.

Champ : salariés du régime général en 2019.

■ Nombre de TMS : nombre de troubles musculosquettiques reconnus comme maladies professionnelles en 2019.

■ Taux de TMS : nombre de TMS par million d'heures travaillées dans la branche en 2019.

■ Nombre de lombalgies : nombre d'accidents de travail reconnus identifiés comme des lombalgies en 2019.

■ Taux de lombalgies : nombre de lombalgies par million d'heures travaillées dans la branche en 2019.

Les informations contenues dans ce document sont issues d'une première analyse exploratoire et sont donc provisoires. Elles résultent du rapprochement entre des données de sinistralité au niveau établissement et une correspondance entre établissements et branches.

Le rapprochement est de bonne qualité mais n'est pas parfait, environ 10 % des données n'ont pu être attribuées à une branche. C'est pourquoi ces données, bien que constituant de bonnes approximations, demandent des traitements complémentaires pour atteindre une qualité statistique.

Par ailleurs, l'estimation du nombre de lombalgies résulte d'une analyse statistique des textes des certificats médicaux initiaux selon une méthodologie qui donne de bonnes approximations mais doit être confortée pour en améliorer la précision.

Les années 2020 et 2021 étant impactées par la crise sanitaire, les analyses s'appuient sur les données de l'année 2019.

Pour des raisons de secret statistique, lorsque le nombre de TMS ou de lombalgies dans une branche est inférieur à 10, il est juste indiqué « inf. à 10 » et le taux est alors donné en tranche.